

RAPPORT N° 169 *15 novembre 2004*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 229.03 Christine Bulliard /
Madeleine Genoud-Page concernant la baisse
du nombre de places d'apprentissage:
responsabilité du Conseil d'Etat

Nous avons l'honneur de vous transmettre un rapport sur le postulat Christine Bulliard / Madeleine Genoud-Page concernant la baisse du nombre de places d'apprentissage. Déposé et développé le 26 mars 2003, ce postulat demandait au Conseil d'Etat de prendre des mesures concrètes pour augmenter le nombre de places d'apprentissage offertes par l'Etat et d'établir une liste des services dans lesquels il serait possible de créer des places d'apprentissage; il lui demandait également d'étudier et de proposer des mesures favorisant la création de places d'apprentissage dans le secteur privé. Dans sa réponse du 1^{er} juillet 2003, le Conseil d'Etat a proposé l'acceptation du postulat, en précisant que les mesures suggérées par les députées Bulliard et Genoud-Page devaient faire l'objet d'un examen approfondi, précédé d'une enquête auprès des services de l'Etat.

Situation suisse du marché des places d'apprentissage

La situation du marché des places d'apprentissage est assez tendue en Suisse depuis quelques années. Selon les dernières statistiques connues, la situation semble toutefois légèrement s'améliorer puisque le nombre de places recensées s'élevait, au 15 avril 2004, à 71 500, soit 1500 de plus que l'année précédente à la même date, alors que le nombre de personnes à la recherche d'une place n'avait pas évolué (73 000).

Compte tenu de cette situation, la Confédération a pris des mesures. Deux arrêtés fédéraux relatifs à des mesures visant à améliorer l'offre de places d'apprentissage et à développer la formation professionnelle ont été adoptés par l'Assemblée fédérale, l'un (APA 1), le 30 avril 1997, et l'autre (APA 2), le 18 juin 1999. Ces arrêtés ont permis à la Confédération d'allouer plus de 100 millions de francs pour des mesures destinées notamment à élargir l'offre de places d'apprentissage, à actualiser l'information sur les possibilités d'apprentissage, à promouvoir l'égalité de fait entre hommes et femmes et, s'agissant d'APA 2, à assurer la transition entre le droit en vigueur lorsqu'il a été adopté et la nouvelle loi sur la formation professionnelle, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Le canton de Fribourg a pu disposer de près de trois millions de francs pour le financement de vingt projets consacrés notamment à la mise en place des «Ponts vers l'apprentissage», à la participation aux frais d'examen de fin d'apprentissage, à la mise en place du Village des métiers (Foire de Fribourg), et de stages pour jeunes filles dans des métiers atypiques, à l'octroi de subventions pour l'orientation professionnelle et le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille etc.

Des fonds APA 2 ont été, avec l'accord de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, octroyés pour l'enquête dont il sera fait état ci-dessous et qui a exigé l'engagement de deux personnes à plein-temps durant une période de deux mois et demi. Ils ont également permis, à raison de 70 000 francs, l'engagement de deux personnes, pour un mandat de sept mois qui

s'achèvera à fin novembre 2004, aux fins de promouvoir la création de nouvelles places d'apprentissage.

Situation fribourgeoise du marché des places d'apprentissage

La situation fribourgeoise est analogue à celle de la Suisse. Le nombre global de places d'apprentissage est suffisant mais pour certaines professions (employés de commerce, informaticiens, polymécaniciens, automatismes, électroniciens, laborantins en chimie et en biologie etc.), la demande est supérieure à l'offre. Cela ne signifie toutefois pas qu'il soit absolument nécessaire de créer aujourd'hui des places d'apprentissage pour équilibrer, dans ces domaines, l'offre et la demande, car nul ne peut prédire comment évoluera le marché et, le cas échéant, quel quota de personnes formées supplémentaires il pourra absorber.

Enquête menée par le Service de la formation professionnelle

Afin de disposer des éléments nécessaires pour la présentation du présent rapport, le Service de la formation professionnelle (SFP) a étendu l'enquête annoncée auprès des seuls services de l'Etat à l'ensemble des entreprises et institutions du canton formant ou pouvant former des apprentis, dont le nombre retenu, après examen des données fournies par l'Office fédéral de la statistique, s'est élevé à 10 143.

10 143 questionnaires ont dès lors été envoyés, dont 3446 à des entreprises déjà au bénéfice d'une autorisation de former des apprentis dans le canton de Fribourg. Les questionnaires étaient différenciés selon qu'il s'agissait d'entreprises privées ou de services publics, d'entités formant des apprentis, en ayant formé ou n'en formant plus, ou n'en ayant jamais formé. Ils ont été envoyés en français ou en allemand, selon la langue du destinataire. Ces questionnaires ont été élaborés par le SFP et le Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes. Ils portaient essentiellement sur la question de savoir si les destinataires étaient disposés à engager des apprentis ou davantage d'apprentis mais visaient également à obtenir divers renseignements et propositions sur l'organisation de l'apprentissage, sur l'orientation et les stages des futurs apprentis, sur les relations du SFP et les maîtres d'apprentissage etc.

4965 réponses ont été adressées au SFP, ce qui correspond à un taux de réponse de 49 %, respectivement de 44,5 %, après élimination de 446 réponses anonymes, qui n'ont pas été prises en considération.

S'agissant du secteur public, 322 services ou unités consultés (63 %) ont répondu au questionnaire, dont 40 – et parmi eux, 18 services de l'Etat de Fribourg – se sont déclarés prêts à augmenter leur offre de places d'apprentissage.

Pour le secteur privé, 4197 entreprises (44 %) ont répondu au questionnaire, dont 24 % se sont déclarées prêtes à former des apprentis ou à proposer de nouvelles places d'apprentissage. Il faut relever, d'une part, que le 70 % des entreprises qui ont répondu aussi favorablement ont ou ont déjà eu un jeune en formation de type dual et que, d'autre part, 311 entreprises qui ont donné la même réponse ne sont pas actuellement au bénéfice de l'autorisation de former requise.

Conclusion: les mesures prises

Les résultats de l'enquête ont démontré le besoin d'encadrement par le SFP des partenaires de la formation professionnelle. La politique de communication et d'information menée par ce service sera maintenue et accrue, notamment pour mettre en exergue les avantages qu'offre l'engagement d'un apprenti, puisqu'il est établi que les entreprises qui ont de l'expérience dans le domaine de la formation professionnelle sont les plus enclines à créer de nouvelles places d'apprentissage. Le SFP va également poursuivre son action pour permettre aux entreprises intéressées de suivre la formation nécessaire en vue d'obtenir l'autorisation de former des apprentis.

L'enquête a permis au SFP de mettre à jour ses bases de données relatives aux maîtres d'apprentissage et, partant, de disposer d'informations qui lui faciliteront ses actions futures, en particulier pour promouvoir la formation de type dual.

Dans le cadre de l'enquête, les entités consultées ont été invitées à faire part de leur intérêt pour fournir des possibilités à des jeunes achevant leur scolarité obligatoire d'effectuer des stages pré-professionnels. Le dépouillement des réponses a révélé que plus de 1700 semaines de stage pourraient être proposées aux intéressés. Les données y relatives ont été transmises au Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes, qui s'occupera de l'organisation des stages.

Ainsi qu'exposé ci-dessus, 18 services de l'Etat ont manifesté leur intérêt à augmenter l'offre de places d'apprentissage et certains d'entre eux ont déjà concrétisé leur intention par des engagements en août 2004. Actuellement et compte tenu de ces derniers efforts, l'Etat compte 283 apprentis, dont 155 apprentis de commerce. Les résultats de l'enquête et la liste des services disposés à offrir de nouvelles places d'apprentissage ont été communiqués au Service du personnel et d'organisation; ce dernier effectue déjà chaque année, au demeurant, une démarche auprès de l'ensemble des unités administratives de l'Etat pour connaître leurs besoins concernant l'engagement d'apprentis, qui n'est, il convient de le relever, soumis à aucune contrainte budgétaire. Cette stratégie d'incitation de l'Etat-employeur coordonnée avec celle, plus générale, qui incombe au SFP devrait permettre d'augmenter l'offre de places d'apprentissage au sein de l'Etat. En outre, la possibilité de mettre en réseau les places d'apprentissage sera examinée, dans le but d'accroître la mobilité souhaitable des apprentis pendant leur formation.

S'agissant du secteur privé, aux mesures d'encadrement, d'information et de formation susmentionnées, mesures dont l'exécution a pu être renforcée en 2004 par les collaborateurs engagés grâce à APA 2, devrait s'ajouter aussi une mesure visant également à la création de partenariats de formation, notamment entre les petites entreprises. En outre, les organisations de promotion économique seront invitées à encourager toute nouvelle entreprise à offrir des places d'apprentissage.

L'enquête a enfin révélé qu'un cinquième des réponses contenait des propositions relatives à la diminution des coûts pour les entreprises formatrices, laquelle pourrait être opérée soit par un soutien financier, soit par des réductions fiscales. Ces propositions ne peuvent pas être prises en considération pour les deux principales raisons suivantes: l'égalité de traitement entre les entreprises serait difficile à garantir et il faudrait des aides grevant lour-

dement le budget de l'Etat pour qu'elles puissent être attractives et efficaces. Il convient toutefois de relever que lors d'adjudications de travaux de l'Etat, la contribution des entreprises à la formation des apprentis est, dans la mesure du possible, prise en considération.

Nous vous invitons à prendre acte de ce rapport.

BERICHT Nr. 169 *15. November 2004* **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Postulat Nr. 229.03 Christine Bulliard /** **Madeleine Genoud-Page über die sinkende Zahl** **der Lehrstellen: Verantwortung des Staatsrats**

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht zum Postulat Christine Bulliard / Madeleine Genoud-Page über die sinkende Zahl der Lehrstellen. Das am 26. März 2003 eingereichte und begründete Postulat verlangte, dass der Staatsrat konkrete Massnahmen ergreift, um die Zahl der vom Staat angebotenen Lehrstellen zu erhöhen. Der Staatsrat wurde ferner aufgefordert, eine Liste der Dienststellen anzufertigen, die neue Lehrstellen anbieten könnten, sowie Massnahmen zur Förderung neuer Lehrstellen im Privatsektor zu studieren und vorzuschlagen. In seiner Antwort vom 1. Juli 2003 beantragte der Staatsrat, das Postulat erheblich zu erklären, und erwähnte, dass die von den Grossrätinnen Bulliard und Genoud-Page vorgeschlagenen Massnahmen einer genauen Prüfung unterzogen werden müssen, und dass als erstes eine Umfrage bei den Dienststellen des Staats durchgeführt werden sollte.

Lage auf dem Schweizer Lehrstellenmarkt

Die Lage auf dem Schweizer Lehrstellenmarkt ist seit einigen Jahren recht angespannt. Gemäss den jüngsten Statistiken scheint sich die Lage zwar etwas gebessert zu haben, denn die Zahl der registrierten Lehrstellen belief sich am 15. April 2004 auf 71 500, das sind 1500 mehr als am gleichen Datum des Vorjahres, während die Zahl der Personen auf der Suche nach einer Lehrstelle unverändert geblieben ist (73 000).

Die angespannte Situation veranlasste den Bund, Massnahmen zu ergreifen. Zwei Bundesbeschlüsse über Massnahmen zur Verbesserung des Lehrstellenangebotes und zur Entwicklung der Berufsbildung wurden so von der Bundesversammlung verabschiedet: der Lehrstellenbeschluss I am 30. April 1997 und der Lehrstellenbeschluss II am 18. Juni 1999. Diese Beschlüsse erlaubten es dem Bund, über 100 Millionen Franken für Massnahmen bereitzustellen, die das Angebot an Lehrstellen vergrössern, die Informationen über die Möglichkeiten einer Lehre aktualisieren, die tatsächliche Gleichstellung von Frau und Mann fördern und – im Rahmen des Lehrstellenbeschlusses II – Reformen im Übergang zum revidierten Berufsbildungsgesetz vorbereiten, das am 1. Januar 2004 in Kraft getreten ist. Mit den knapp drei Millionen Franken, die dem Kanton Freiburg zur Verfügung gestellt wurden, konnten zwanzig Projekte finanziert werden. Diese beinhalteten insbesondere die Einführung der «Brücken zur Berufslehre», die Deckung der Kosten der Lehrabschlussprüfungen, die Einführung des Dorfs der Berufe (Messe Freiburg), die Organisation von Praktika für Mädchen in atypischen Berufen, die Vergabe von Subventionen an das Amt für Berufsberatung und das

Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen usw.

Die Umfrage, deren Resultate im Folgenden besprochen werden, wurde im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Berufsbildung und Technologie über den Lehrstellenbeschluss II finanziert. Zur Durchführung der Umfrage wurden zwei Personen während zweieinhalb Monaten mit einem Vollzeitpensum angestellt. Von den bereitgestellten Mitteln wurden ausserdem 70 000 Franken für die Anstellung von zwei Personen eingesetzt, die im Rahmen eines siebenmonatigen Auftrags, der Ende November 2004 zu Ende geht, die Schaffung neuer Lehrstellen fördern sollen.

Lage auf dem Freiburger Lehrstellenmarkt

Die Situation auf dem Freiburger Lehrstellenmarkt sieht ähnlich aus wie in der übrigen Schweiz. Die Gesamtzahl an Lehrstellen reicht aus, doch in bestimmten Berufen (kaufmännische Angestellte, Informatiker/innen, Polymechaniker/innen, Automatikler/innen, Elektroniker/innen, Chemie- und Biologielaborantinnen und -laboranten usw.) ist die Nachfrage höher als das Angebot. Dies bedeutet jedoch nicht, dass heute unbedingt neue Lehrstellen geschaffen werden müssen, um in diesen Bereichen das Angebot an die Nachfrage anzupassen. Denn niemand kann voraussagen, wie sich der Markt entwickeln wird, und wie viele zusätzliche Lehrabgängerinnen und Lehrabgänger künftig eine Stelle auf ihrem Beruf finden werden.

Umfrage des Amtes für Berufsbildung

Um über die nötigen Informationen für den vorliegenden Bericht zu verfügen, dehnte das Amt für Berufsbildung (BBA) die angekündigte Umfrage bei den Dienststellen des Staats auf alle Unternehmen und Institutionen des Kantons aus, die Lehrlinge ausbilden oder ausbilden könnten. Nach Prüfung der vom Bundesamt für Statistik gelieferten Daten belief sich deren Zahl auf 10 143.

10 143 Fragebögen wurden verschickt, davon 3446 an Unternehmen, die bereits über eine Bewilligung zur Ausbildung von Lehrlingen und Lehrerinnen im Kanton Freiburg verfügen. An die Privatunternehmen, die öffentlichen Dienststellen und die Einrichtungen, die Lehrerinnen und Lehrlinge ausbilden, ausgebildet haben, nicht mehr ausbilden oder noch nie ausgebildet haben, wurden unterschiedliche Fragebögen verschickt. Je nach Sprache des Empfängers wurden die Fragebögen auf Französisch oder Deutsch versendet. Diese Fragebögen wurden vom BBA und dem Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung aufgestellt und beinhalteten hauptsächlich die Frage, ob die Empfänger bereit sind, neue Lehrstellen anzubieten. Die Empfänger wurden ausserdem um verschiedene Auskünfte und Vorschläge zur Organisation der Lehre, zur Berufsberatung, zu den Schnupperlehren für angehende Lehrerinnen und Lehrlinge, zum Verhältnis des BBA zu den Lehrmeisterinnen und Lehrmeistern usw. gebeten.

4965 Antworten gingen beim BBA ein. Dies entspricht einer Rücklaufquote von 49 %, bzw. 44,5 % unter Abzug der 446 anonymen Antworten, die nicht berücksichtigt wurden.

Im öffentlichen Sektor haben 322 Dienststellen oder Verwaltungseinheiten (63 %) den Fragebogen beantwortet,

40 davon – darunter 18 Dienststellen des Kantons Freiburg – haben sich bereit erklärt, ihr Lehrstellenangebot zu vergrössern.

Im privaten Sektor haben 4197 Unternehmen (44 %) den Fragebogen beantwortet, 24 % davon haben sich bereit erklärt, Lehrlinge und Lehrerinnen auszubilden oder neue Lehrstellen zu schaffen. Es fällt auf, dass 70 % der Unternehmen, die positiv geantwortet haben, bereits Jugendliche im dualen System in Ausbildung hatten oder immer noch haben, und dass andererseits 311 Unternehmen, die ebenfalls bereit sind, Lehrstellen zu schaffen, nicht im Besitz der erforderlichen Bewilligung sind.

Schluss: die gefassten Massnahmen

Die Umfrage hat ergeben, dass vom BBA und seinen Partnern in der Berufsbildung eine verstärkte Betreuung verlangt wird. Die Kommunikations- und Informationspolitik des Amtes wird weitergeführt und intensiviert, insbesondere um auf die Vorteile der Anstellung von Lehrlingen und Lehrerinnen hinzuweisen. Denn es steht fest, dass Unternehmen mit Erfahrung in der Berufsbildung am bereitwilligsten neue Lehrstellen schaffen. Das BBA wird auch seine Bemühungen fortsetzen, den interessierten Unternehmen die Ausbildung zu ermöglichen, die sie benötigen, um Lehrlinge und Lehrerinnen auszubilden zu dürfen.

Die Umfrage bot dem BBA ausserdem die Gelegenheit, seine Datenbank über die Lehrmeisterinnen und Lehrmeister zu aktualisieren und so über die nötigen Informationen zu verfügen, die ihm künftige Aktionen insbesondere zur Förderung des dualen Ausbildungssystems erleichtern werden.

Im Rahmen der Umfrage wurden die Unternehmen und Einrichtungen ferner gefragt, ob sie bereit wären, Jugendlichen, die das Ende ihrer obligatorischen Schulzeit erreicht haben, Schnupperlehren anzubieten. Die Auswertung der Antworten ergab, dass Schnupperlehren im Umfang von über 1700 Wochen angeboten werden könnten. Die entsprechenden Angaben wurden an das Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung weitergeleitet, das für die Organisation von Schnupperlehren zuständig ist.

Wie bereits erwähnt, haben 18 Dienststellen des Staats ihr Interesse an einer Ausdehnung ihres Lehrstellenangebots kundgetan. Einige von ihnen haben bereits im August 2004 ihre Absicht in die Tat umgesetzt und neue Lehrerinnen und Lehrlinge angestellt. Zurzeit zählt der Kanton dank diesen Anstrengungen 283 Lehrerinnen und Lehrlinge, von denen 155 eine kaufmännische Lehre absolvieren. Das Resultat der Umfrage und die Liste der Dienststellen, die bereit sind, neue Lehrstellen zu schaffen, wurden an das Amt für Personal und Organisation (POA) weitergeleitet. Das POA führt ausserdem alljährlich eine Umfrage bei allen administrativen Einheiten des Kantons durch, um ihren Bedarf an Lehrerinnen und Lehrlingen zu ermitteln, deren Anstellung im Übrigen keine finanziellen Schranken gesetzt sind. Diese Förderstrategie des Kantons als Arbeitgeber soll zusammen mit den allgemeinen Bemühungen des POA dazu beitragen, das Lehrstellenangebot in der Kantonsverwaltung zu vergrössern. Ferner wird die Möglichkeit geprüft, die Lehrstellen zu vernetzen, um die Mobilität der Auszubildenden während der Lehre zu vergrössern.

Die über den Lehrstellenbeschluss II angestellten Mitarbeitenden haben 2004 die Betreuungs-, Informations-

und Bildungsmaßnahmen im privaten Sektor verstärkt. Darüber hinaus wird beabsichtigt, Ausbildungspartnerschaften insbesondere bei Kleinunternehmen zu fördern. Auch die Organe der Wirtschaftsförderung werden eingeladen, jedes neue Unternehmen zu ermuntern, Lehrstellen anzubieten.

Die Umfrage hat ausserdem ergeben, dass ein Fünftel der Antwortenden vorschlug, die Lehrbetriebe durch Kostenreduktionen in Form von Beiträgen oder Steuererleichterungen zu entlasten. Diese Vorschläge können aus zwei Gründen nicht in Erwägung gezogen werden: Die Gleichbehandlung zwischen den Unternehmen könnte

nur schwer garantiert werden und die Beiträge des Staats würden das Budget allzu stark belasten, wenn sie attraktiv und effizient genug zu sein sollen. Bei der Vergabe von Arbeiten im Rahmen von öffentlichen Ausschreibungen wird jedoch soweit wie möglich der Beitrag der Unternehmen an die Ausbildung von Lehrfrauen und Lehrlingen berücksichtigt.

Wir beantragen Ihnen, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.
